



ODOXA

L'Opinion tranchée

Le rendez-vous de l'économie *Juillet 2017*

LEVÉE D'EMBARGO MERCREDI 19 JUILLET 2017 À 6H30

Sondage réalisé avec



GUIBOR

pour

LesEchos



Méthodologie



Recueil

Enquête réalisée auprès d'un échantillon de Français interrogés par Internet le 12 et 13 juillet 2017.



Echantillon

Echantillon de 1 011 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, parmi lesquelles : 231 sympathisants de gauche, 150 sympathisants En Marche, 132 sympathisants de droite hors FN et 166 sympathisants du FN

La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Précisions sur les marges d'erreur

Chaque sondage présente une incertitude statistique que l'on appelle marge d'erreur. Cette marge d'erreur signifie que le résultat d'un sondage se situe, avec un niveau de confiance de 95%, de part et d'autre de la valeur observée. La marge d'erreur dépend de la taille de l'échantillon ainsi que du pourcentage observé.

Taille de l'Echantillon	Si le pourcentage observé est de ...					
	5% ou 95%	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
800	1,5	2,5	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1 000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2 000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
3000	0,8	1,1	1,4	1,6	1,8	1,8

Lecture du tableau : Dans un échantillon de 1000 personnes, si le pourcentage observé est de 20%, la marge d'erreur est égale à 2,5%. Le pourcentage réel est donc compris dans l'intervalle [17,5 ; 22,5].

L'œil du sondeur : Gaël Sliman, Président d'Odoxa

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET FISCALE PRÉSENTÉE PAR EMMANUEL MACRON DIVISE LES FRANÇAIS : ILS PENSENT QU'ELLE PEUT S'AVÉRER EFFICACE MAIS ESTIMENT QU'ELLE SERA SOCIALEMENT INJUSTE

Les enseignements clés de ce rendez-vous de l'économie :

1. **La politique économique et fiscale d'Emmanuel Macron divise les Français** : 50% des Français disent avoir une bonne opinion de la politique économique et fiscale qu'il vient de présenter devant le Congrès et autant – 49% précisément – disent en avoir une mauvaise opinion.
2. Pourtant... jugée cohérente et pro-business, sa politique économique et fiscale est perçue comme étant susceptible d'avoir un impact plutôt positif sur notre économie que ce soit sur la croissance, les déficits, l'emploi, ou encore les impôts...
3. ... Mais elle est perçue comme étant socialement injuste par les deux-tiers des Français (64%) qui pensent qu'elle favorise les chefs d'entreprises et les cadres et désavantage les chômeurs, les ouvriers et les retraités

Gaël Sliman, Président d'Odoxa
@gaelsliman

Synthèse détaillée (1/4)

1) La politique économique et fiscale d'Emmanuel Macron divise les Français

La politique économique et fiscale constitue le cœur du réacteur de la popularité des hommes politiques (Président, Premier ministre et gouvernement). Perçue comme étant bien plus importante que la politique étrangère ou sécuritaire (Hollande était très bien jugé sur ces plans), et autrement plus impactante sur la popularité de l'exécutif que la « com' » quotidienne du Président (sur laquelle Macron est pour le moment plébiscité), ce sujet (et son corollaire l'emploi) sera celui sur lequel sera jugé Emmanuel Macron tout au long de son quinquennat.

Or, si Emmanuel Macron est pour le moment bien jugé par les Français en tant que Président, si sa communication est encensée par les médias, sa politique économique et fiscale divise voire fracture l'opinion.

50% des Français disent avoir une bonne opinion de la politique économique et fiscale qu'il vient de présenter devant le Congrès et autant – 49% précisément – disent en avoir une mauvaise opinion.

Dans le détail, avec 95% de bonnes opinions, ses grandes orientations dans ce domaine enchantent les sympathisants d'EM (de plus en plus « fans » de leur leader), et, à l'inverse entraînent la réprobation massive des trois-quarts des sympathisants du FN (76% de mauvaises opinions) comme des Insoumis (78%).

Plus préoccupant que ce rejet des « extrêmes », habituel pour Emmanuel Macron, les orientations économiques et fiscales du nouveau Président sont à la fois jugées négativement par une majorité de sympathisants de gauche (55% de mauvaises opinions) « et en même temps » de sympathisants de la droite parlementaire (52%).

Or, jusqu'à présent, sur les différents sujets testés dans nos sondages, il bénéficiait plutôt d'une majorité de jugements ou d'a priori favorables des uns comme des autres.

Synthèse détaillée (2/4)

2) Pourtant... jugée cohérente et pro-business, sa politique économique et fiscale est perçue comme étant susceptible d'avoir un impact plutôt positif sur notre économie que ce soit sur la croissance, les déficits, l'emploi, ou encore les impôts...

Cet accueil si mitigé (50/50) de la politique économique et fiscale présentée par E. Macron peut surprendre. En effet, la popularité du Président est toujours respectable avec près de 6 Français sur 10 jugeant qu'il est un « bon Président » et une proportion supérieure encore estimant que ses premiers mois sont très réussis en termes de communication.

Plus étonnant encore, les Français jugent que sa politique économique « pro-business » (75% estiment que sa politique est « favorable aux entreprises ») est « cohérente » (51%) et sont près d'un sur deux à penser qu'elle sera « efficace pour redresser le pays ». Ce qui est énorme au regard du pessimisme habituel de nos concitoyens s'agissant de l'efficacité des politiques publiques menées par leurs gouvernants.

La preuve de cette efficacité perçue, lorsque l'on détaille poste à poste les 4 principales dimensions que peut recouvrir cette politique économique et fiscale – croissance, dette, emploi, impôts –, l'impact de celle-ci est jugé plus positif que négatif dans chacun de ces domaines.

Ainsi sur « la croissance économique » 43% des Français pensent que l'impact de Macron sera positif contre moitié moins, 20%, qui pensent qu'il sera au contraire négatif ; 36% estimant que sa politique n'aura pas d'impact dans ce domaine. Cela représente donc un indice d'efficacité perçue de +23 sur la croissance économique (43% « impact positif » contre 20% qui pensent qu'il sera « négatif »). Le même bilan positif se retrouve sur les indices mesurés dans chacun des trois autres domaines : +16 sur la réduction de la dette et des déficits (39% « impact positif » contre 23% « négatif » et 37% qui pensent qu'il n'y aura pas d'impact)

+11 sur la baisse des impôts et des prélèvements (40% « impact positif » contre 29% « négatif » et 30% qui pensent qu'il n'y aura pas d'impact)

Et surtout, un indice très largement positif de +13 sur LE SUJET le plus important, l'emploi : 37% des Français pensent que sa politique aura un « impact positif » sur l'emploi contre 24% qui pensent qu'il sera « négatif » et 38% qui pensent qu'il n'y aura pas d'impact.

Synthèse détaillée (3/4)

3) ... Mais elle est perçue comme étant socialement injuste par les deux-tiers des Français (64%) qui pensent qu'elle favorise les chefs d'entreprises et les cadres et désavantage les chômeurs, les ouvriers et les retraités...

Avec un tel bilan détaillé sur l'efficacité perçue de sa politique économique et fiscale, il semble difficile de comprendre pourquoi une telle politique ne suscite la confiance globale que d'un Français sur deux. Pourtant, il y a bien une raison...

En effet, si cette politique est jugée plutôt efficace au niveau macroéconomique, y compris sur l'emploi, elle est aussi perçue comme étant potentiellement injuste socialement. Une majorité de Français pense qu'elle profitera avant tout aux catégories sociales les plus privilégiées (les chefs d'entreprises et les cadres) tout en désavantagant les catégories les plus populaires voire précaires : les chômeurs, les ouvriers et les retraités.

D'abord, sur notre question testant différents qualificatifs sur cette politique, un seul reproche émerge : selon les deux-tiers des Français (64%) elle serait « socialement injuste ».

On comprend mieux leur sentiment lorsqu'on interroge les Français de façon plus détaillée sur les catégories sociales qui seraient, selon eux, « avantagées » et celles qui seraient « désavantagées » par la politique économique et fiscale présentée par Emmanuel Macron.

Le moins que l'on puisse dire est que les profils des gagnants et des perdants sont pour le moins typés : les cadres (64%) et surtout les chefs d'entreprises (80%) seraient selon les Français les grands gagnants de cette politique. Les jeunes (perdants à 54%) et surtout les chômeurs (58%) et les ouvriers (63%) en seraient, eux, les grands perdants.

Les premiers concernés partagent largement ce sentiment général : si les cadres pensent bien qu'ils seront « avantagés » (67%), les jeunes (62% des 18-24 ans pensent qu'ils en pâtiront), les chômeurs (72%) et les ouvriers (77%) sont, eux, bien convaincus qu'ils seront les victimes de cette politique.

Synthèse détaillée (4/4)

Mais il y a pire encore.

Outre ce clivage de classe, les Français pensent que cette politique va creuser un fossé générationnel, car les retraités seront selon eux les grands perdants de la politique de ce gouvernement : pour 85% des Français et 95% des premiers concernés, les plus de 65 ans, les retraités seront désavantagés par la politique économique « Macronienne ».

C'est là un effet certain de la mesure visant à augmenter la CSG pour tous pour baisser en contrepartie les charges salariales.

Cette mesure qui, objectivement, avantagera les salariés et pénalisera les retraités est par ailleurs rejetée par plus de six Français sur dix dans notre dernier sondage Odoxa-Dentsu Consulting-France Info–Le Figaro de la semaine dernière.

*Gaël Sliman, Président d'Odoxa
@gaelsliman*

L'œil de l'expert : Dominique Romano

Avec ce sondage on constate avec plaisir que les Français, les salariés et les dirigeants d'entreprises sont alignés. L'ensemble des acteurs qui constituent la société civile et économique fonctionnent sur le même principe : celui d'une confiance à priori. La majorité des Français fait donc confiance au gouvernement sur la politique économique et fiscale qui a été lancée.

Si tous les acteurs s'accordent sur le principe de confiance à priori, ils s'accordent également sur le besoin de mesures. Pour maintenir sa confiance il faut être régulièrement rassuré, et cela passe par le suivi des résultats avec des indicateurs clairs et indiscutables. C'est sans doute là que l'on peut anticiper une insatisfaction à venir des Français avec un manque d'éléments de preuve à partager. En effet, les dispositifs existants sont abordés de façon trop complexe avec des objectifs qui concernent essentiellement l'administration en interne.

Or, au même titre qu'en entreprise on détermine des critères de performance en amont pour juger de l'efficacité de la stratégie d'un dirigeant, les propositions de politiques gouvernementales doivent faire l'objet de critères d'évaluation plus clairement communiqués aux citoyens.

Pour cela, il faut pouvoir les engager sur des critères qu'ils comprennent. Par exemple, des critères qui compléteraient la seule notion de PIB pourraient être introduits, comme l'impact sur le taux d'emploi des Français, sur la dette ou encore sur les écarts de revenus...

Les Français, pour qui "programme économique" a souvent rimé avec "sacrifice", sont aujourd'hui prêts à des mesures qu'ils n'acceptaient pas il y a encore quelques années, mais à la condition que cela marche, et vite. Ainsi, sans des outils de mesure fiables et partagés des résultats de la politique gouvernementale, le Président qui se voulait « et de gauche et de droite » risque de se retrouver rapidement attaqué des deux côtés : inefficace pour la droite et socialement injuste pour la gauche.

Dominique Romano, Fondateur de Guibor

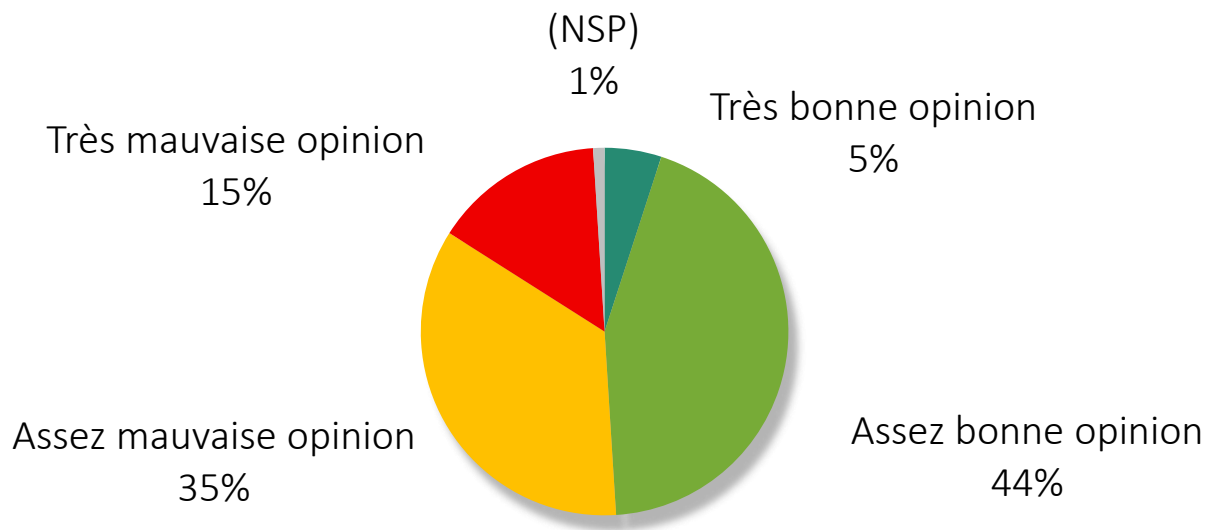
La politique économique et fiscale de Macron divise les Français



Quel jugement portez-vous sur la politique économique et fiscale présentée par Emmanuel Macron et son gouvernement ? En avez-vous une ...

S/T Mauvaise opinion : 50%

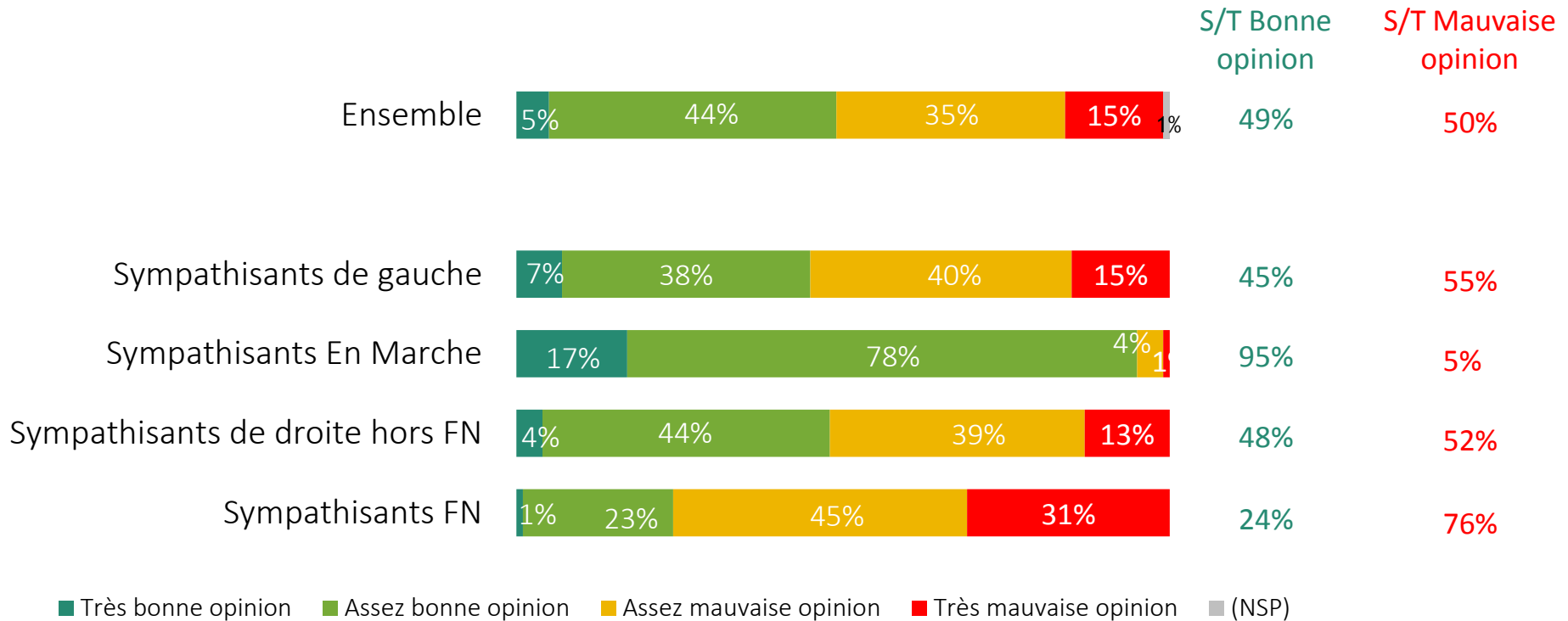
S/T Bonne opinion : 49%



Opinion sur la politique économique et fiscale d'E. Macron selon la proximité partisane



Quel jugement portez-vous sur la politique économique et fiscale présentée par Emmanuel Macron et son gouvernement ? En avez-vous une ...



Les 2/3 des Français estiment que la politique économique et fiscale de Macron est socialement injuste



Pour chacun des qualificatifs suivants, dites-moi s'il vous semble plutôt bien ou plutôt mal correspondre à la politique économique et fiscale que préparent Emmanuel Macron et son gouvernement. Sa politique économique et fiscale est...

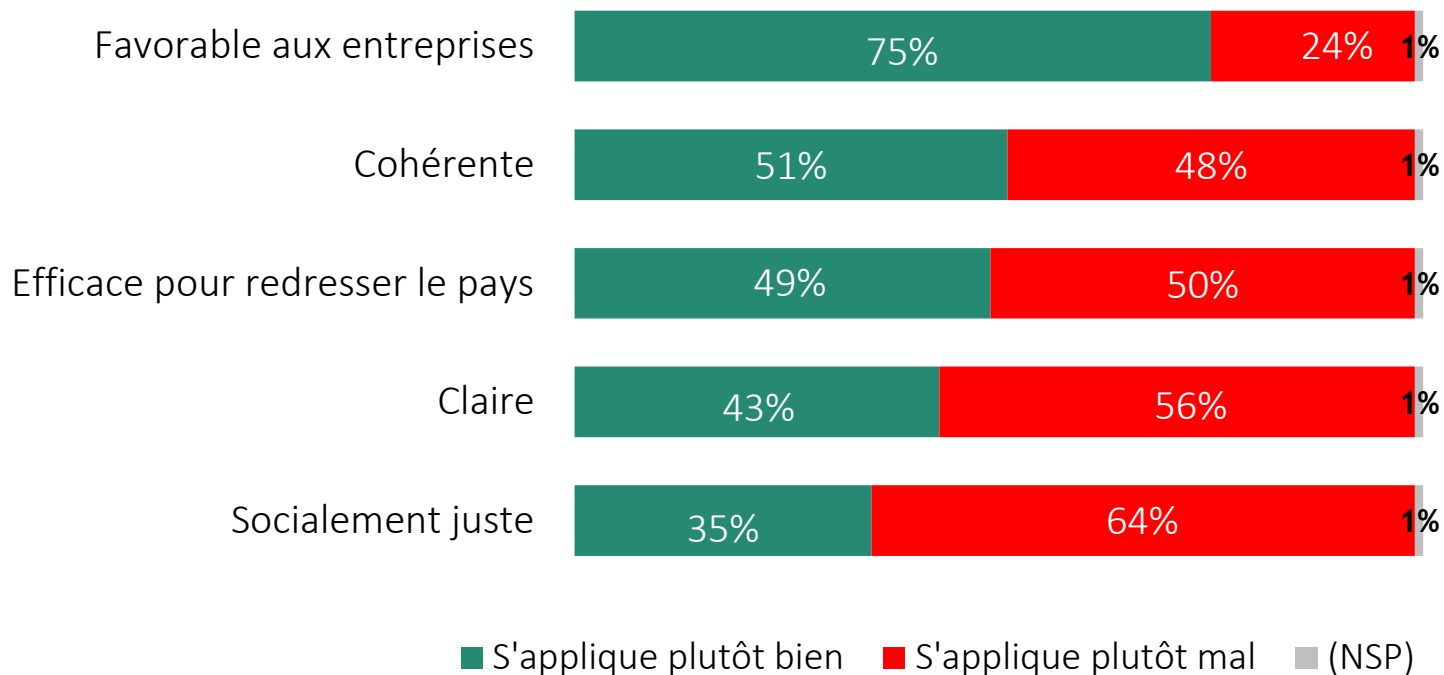
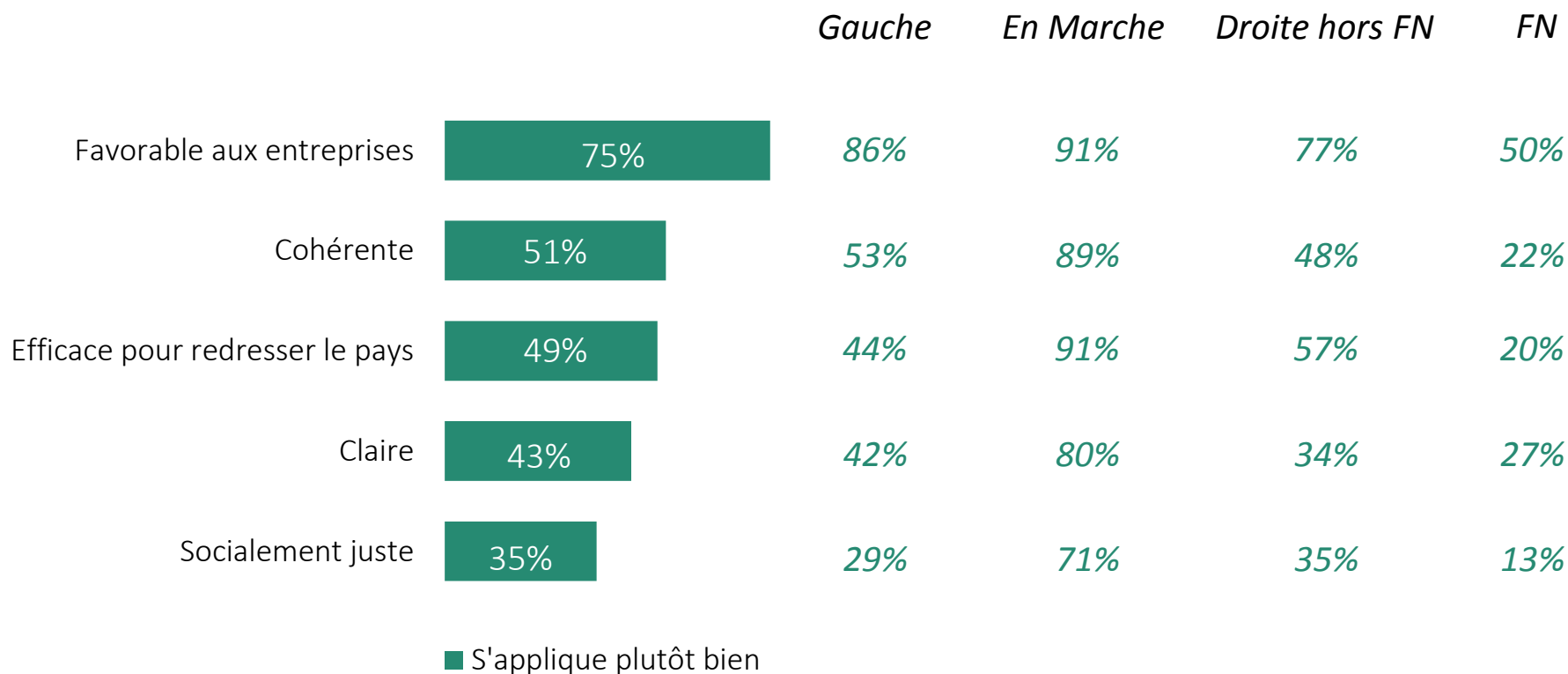


Image détaillée de la politique économique et fiscale d'E. Macron selon la proximité partisane



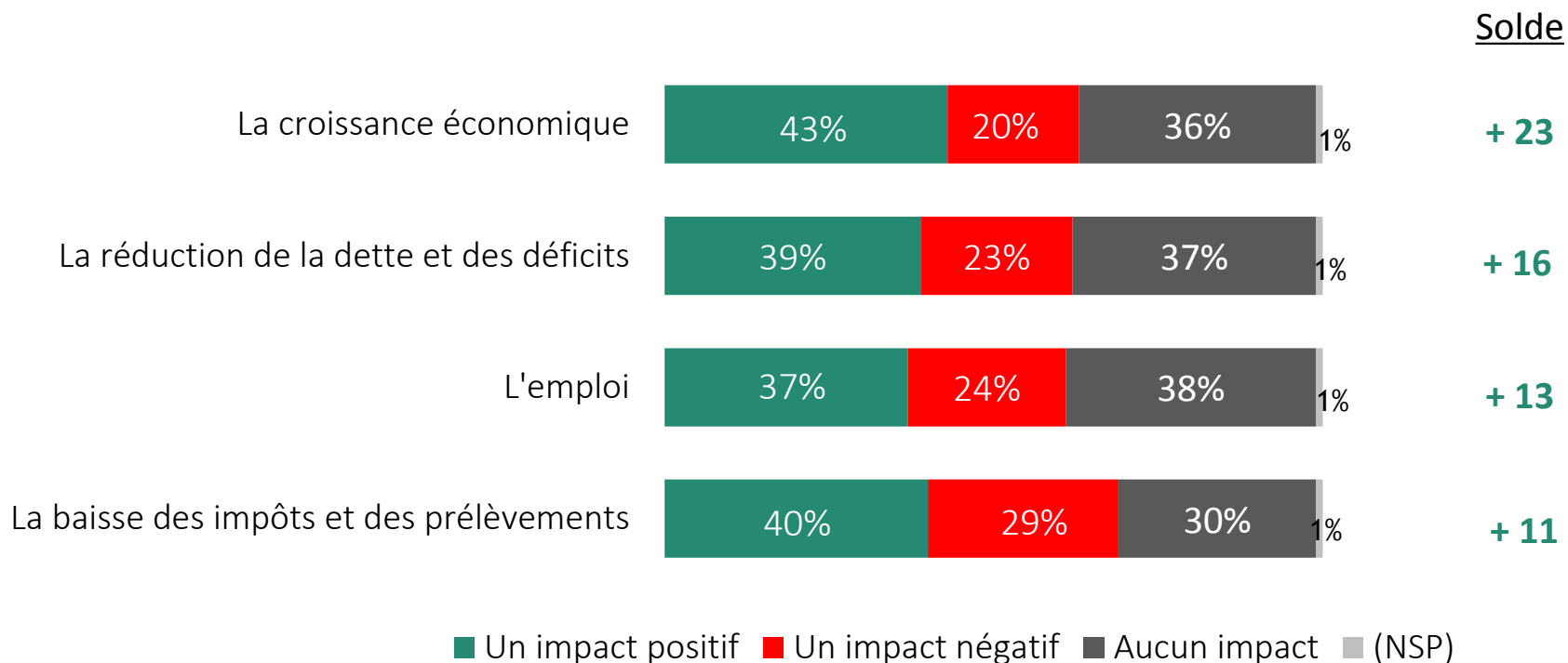
Pour chacun des qualificatifs suivants, dites-moi s'il vous semble plutôt bien ou plutôt mal correspondre à la politique économique et fiscale que préparent Emmanuel Macron et son gouvernement. Sa politique économique et fiscale est...



Impacts de la politique économique et fiscale d'E. Macron



Pensez-vous que la politique économique et fiscale menée par Emmanuel Macron et son gouvernement aura un impact positif, un impact négatif ou aucun impact sur ...



Impacts de la politique économique et fiscale d'E. Macron selon la proximité partisane



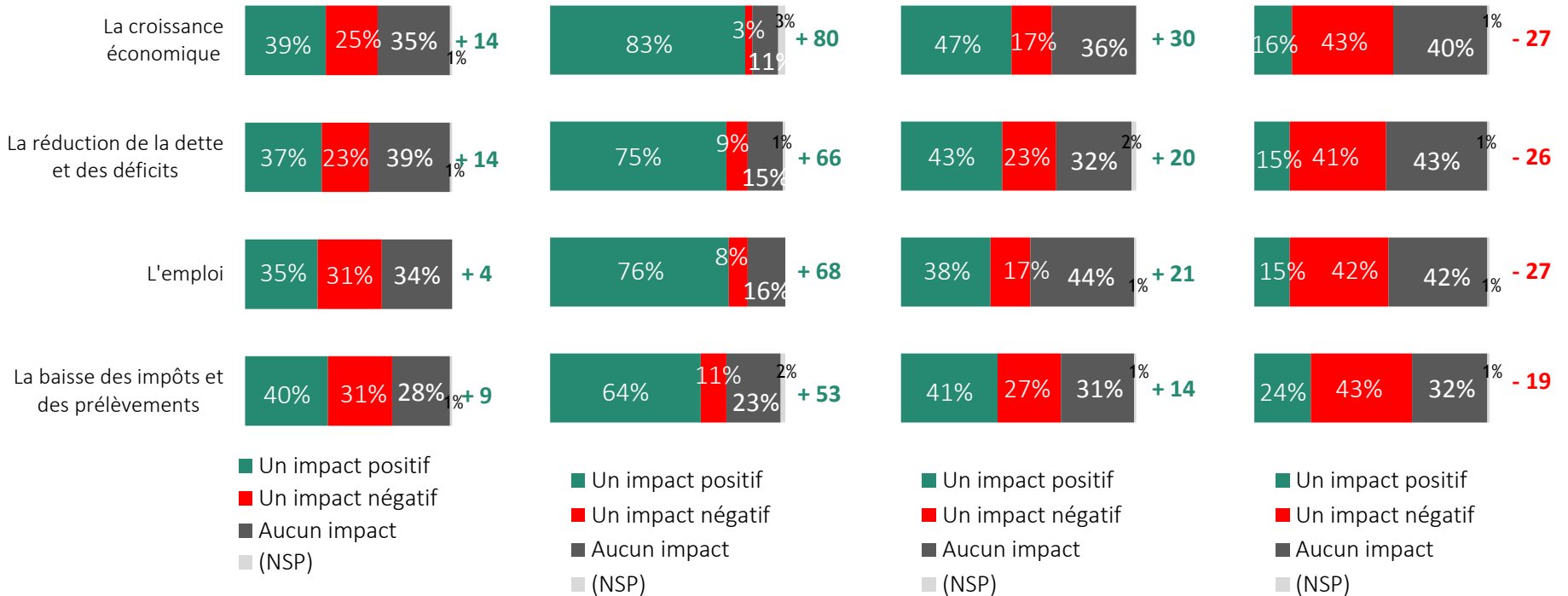
Pensez-vous que la politique économique et fiscale menée par Emmanuel Macron et son gouvernement aura un impact positif, un impact négatif ou aucun impact sur ...

Symp. De gauche

Symp. En Marche

Symp. Droite hors FN

Symp. FN



Les « perdants » et les « gagnants » de la politique économique et fiscale d'E. Macron



Pour chacune des catégories de populations suivantes, dites-moi si selon vous elle sera plutôt avantagée ou plutôt désavantagée par la politique économique et fiscale conduite par Emmanuel Macron et son gouvernement :

